

LA RELEVÉVE

grande

DES HOMMES PAR LA SCIENCE
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE
FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

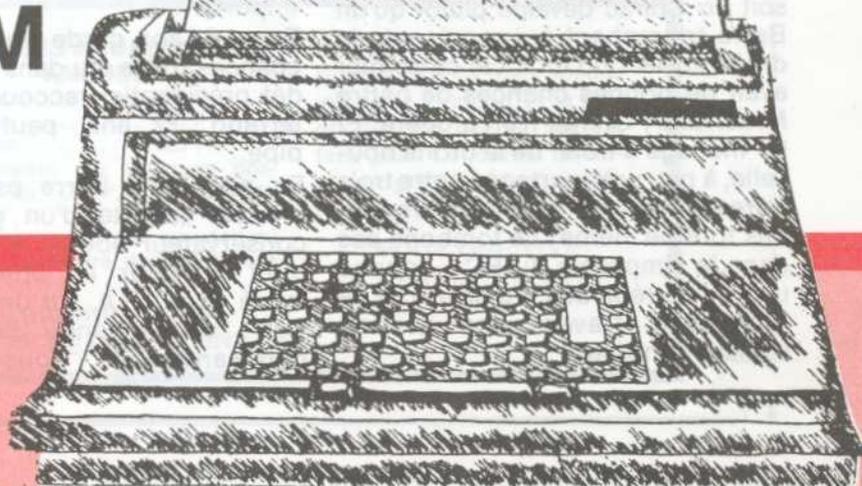
LE REVENU MINIMUM D'INSERTION

EST-CE, ENFIN,
VERS LE
LA TRANSITION

REVENU MAXIMUM POUR TOUS ?

SOMMAIRE

- **EDITORIAL**
L'élection présidentielle
2 par A. PRIME
- **ACTUALITE**
3 A vous de jouer
- **LU, VU, ENTENDU**
5 Le "parler vrai"
- **RÉFLEXIONS**
Le fédéralisme
une garantie contre l'échec
4 par P. HERDNER
L'économie
5 par A. CHANTRAINE
On embauche, patron ?
16 par M. LAURENT
- **LECTURES**
Y-a-t'il un pilote dans l'avion
6 par J. KAHN
Sommes-nous geselliens ?
11 par R. MARLIN
- **TRIBUNE LIBRE**
Plaidoyer pour la
monnaie-calorie
13 par G. OOSTENBROEK
Même écho en Angleterre
14 par M.-L. DUBOIN
- **COURRIER**
15 Echanges conviviaux
- **Exceptionnellement**
7 "Les yeux ouverts"
8 fiche de lecture
9 et citations de J. DUBOIN
10 sélectionnées par D. BLOUD



M 1669 - 868 - 10,00 F



3791669010000 08680

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

par André PRIME

PREMIER TOUR

Je pense qu'on peut — une fois tous les sept ans n'est pas coutume — parler politique dans les colonnes de la Grande Relève. En fait, ces réflexions, nous le verrons, rejoignent in fine nos préoccupations socio-économiques. Je précise que les conclusions de cette analyse risquent en partie d'être mises à mal si la droite devait l'emporter. Les jeux seront faits lorsque vous lirez cet article : tant pis, je prends le risque.

Sans être grand clerc, j'avais prévu : Mitterrand 34 %, Barre 16 %, Lajoinie 7 %, Juquin 2%... Mais comme la plupart, je me suis planté sur Chirac et Le Pen : respectivement 23 au lieu de 19,9 et 11 au lieu de 14,4. Si le score de Le Pen doit nous inquiéter, celui de Chirac doit nous réjouir : la claque est magistrale et l'Etat RPR est à peine mois "facho" et dangereux que l'extrême-droite ; d'autant que le RPR avait — et garde encore — des chances d'exercer le pouvoir, un pouvoir absolu ; Le Pen, non, du moins dans l'immédiat.

Le RPR, "ruisselant de fric" (dixit un lieutenant de Barre), avec un candidat "battant" qui rassemble, écoute, représente le courage, l'ardeur... bref, le plus capable et le plus beau, sinon le plus intelligent ! voit son caquet sérieusement rabattu et les chances de la droite la plus dure de l'emporter au second tour fortement compromises. C'est déjà un point (Lire dans le Monde Diplomatique d'Avril l'article sur "l'offensive contre le droit du travail" notamment au pays de Madame Thatcher, modèle de Chirac). Il est bon que ce soit un Chirac dévalué plutôt qu'un Barre triomphant qui représente la droite au second tour, car ce dernier avait de bonnes chances de battre Mitterrand ; Chirac n'en a guère. Et le "ménage à trois" de la droite nouvelle, à peu près partagée entre trois frères ennemis — frères, mais ennemis tout de même : ne tombons pas dans le simplisme du PC — donne un peu de répit aux vraies forces de progrès à travers une gestion socialo-centriste.

LE JEU DE BARRE

Barre devait connaître — tout comme Chirac savait que le score de Le Pen serait de 14 % — les vrais sondages, en dehors des sondages médiatiques, truqués, payés. C'est sans doute là qu'il faut chercher le sens de son apostrophe : "Rira bien qui rira le dernier". L'humiliation de Chirac le réjouit profondément. Il pense que, sauf si ce dernier gagnait les élections, son propre avenir reste ouvert.

Pendant la campagne, il avait dit qu'il serait loyal s'il perdait la primaire et ne ferait pas comme ceux — suivez mon regard — qui en 1981 ont trahi leur camp au second tour. D'où ce numéro de duettistes, une demi-heure après les résultats. Mais ne nous y trompons pas : en fait Barre trahit Chirac, mais avec beaucoup plus de finesse que ce grand balourd de Chirac avait trahi Giscard. Il lui impose "une société... qui refuse la xénophobie, le racisme". Autrement dit, comme Chirac devra peu ou prou faire des mamours aux Lepénistes, sinon à Le Pen directement, ce qui serait dangereux, pour avoir quelque chance d'être élu, Barre lance un clin d'œil à ses électeurs les plus subtils : J'appelle à voter Chirac parce que je ne peux pas faire autrement, mais en me démarquant nettement du FN, j'espère que nombre d'entre vous ne voteront pas Chirac". Et de fait, les premiers sondages donnent 12 % des électeurs Barristes prêts à voter Mitterrand. Plus 30 % de Lepénistes, souvent ex-électeurs communistes égarés, qui doivent voter Mitterrand. Exit Chirac, surtout si l'écart est important.

Barre, 64 ans, garde alors toutes ses chances d'être élu dans 5 ans (mandat présidentiel raccourci) ; et Mitterrand, 72 ans, peut casser sa pipe...

En attendant, Barre essaierait de prendre la tête d'un grand parti conservateur libéral, à la manière dont Balladur et Chirac avaient lancé une O.P.A. sur un parti RPR-UDF, sous-entendu bien sûr, à dominante RPR. "Tous derrière et

lui devant", comme le Monde le dit avec humour en rappelant la chanson de Brassens.

Restent deux inconnues :

— La première, mineure, mais non négligeable : le retour de Giscard qui frétille déjà dans les coulisses, indique le "bon choix". Certes, il vise avant tout d'être le Premier Président Européen. Mais en attendant... Il aime tant le pouvoir !

— La seconde, plus sérieuse : si Mitterrand est élu, le Parlement majoritaire à droite, rendra la France ingouvernable : Chirac a prévenu. Dans ce cas, il y aura dissolution. Mais au scrutin majoritaire, après le charcutage des circonscriptions par Pasqua, la Chambre risque d'être à nouveau de droite. Car si la France peut se trouver majoritaire pour élire un homme au charisme rassembleur, elle reste majoritairement de droite dans ses profondeurs : à preuve, si Rocard, pourtant populaire, avait représenté le PS et la gauche, la France élisait un Président de droite dans tous les cas de figure.

Donc, si la Chambre renouvelée est à droite, la France est à nouveau ingouvernable : un bras de fer insoluble. Et la droite extrême — Le Pen — serait encore renforcée par ce duel et mise sur une orbite de 20 % des voix.

Supposons une chambre de gauche, même avec une très courte majorité, à la rigueur obtenue avec les élus communistes, que se passe-t-il ? Mitterrand constitue un gouvernement socialo-centriste qui ne toucherait pas à l'économie de marché et aurait pour consigne — "une France unie" oblige — de ne pas faire de vagues.

En tête. L'ENTREPRISE et l'EUROPE (1), deux objectifs, comme on voit, exaltants pour un chômeur déprimé !

Puis une double mesure spectaculai-

(1) "Il faut rompre avec le mythe du "grand marché européen", redoutable piège s'il n'est pas précédé d'un espace social anti-chômage européen" (Alain Lipietz — Partage Mars-Avril).

re: le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes (5 à 6 milliards) pour financer un minimum social (estimé par Rocard à 10 milliards) de 2.000 F/mois. Soulignons que Mitterrand aurait peu de mérite à créer ce minimum: 78% des patrons sont pour, d'après une enquête récente; mais çà, le bon peuple l'ignore.

Pour le reste, statu quo. Pas de vagues, disions-nous. On ne reviendra pas sur l'école privée, ni sur les privatisations, même j'en fais le pari, de TF1. On n'osera même pas "casser les noyaux durs", pourtant violemment vilipendés par le PS il y a peu.

On ne résorbera pas un chômeur, sauf par artifice. Une diminution significative des heures de travail — 36,5 heures comme en RFA — est exclue, surtout sans baisse des salaires: 91% des patrons sont contre et les socialistes, j'ai eu maintes fois l'occasion de m'en rendre compte en discutant aussi bien avec des militants de base que des responsables, sont imperméables à cette idée.

Seule, la couverture sociale — et c'est déjà beaucoup par les temps qui courent — sera sans doute protégée, du moins pour l'essentiel, car il ne faut pas oublier que c'est un gouvernement socialiste, et singulièrement Bérégovoy, qui a commencé à l'écorner en faisant payer une part des journées d'hôpital, en créant les "médicaments de confort", et surtout en aggravant la situation des chômeurs en fin de droit: tout cela pour faire des économies et apparaître, aux yeux des capitalistes, comme de bons gestionnaires de leur système économique (2).

Il y a deux points sur lesquels nous attendons un gouvernement socialo-centriste:

1. Osera-t-il revenir sur l'autorisation de licenciements? ce sera un test: si, de peur de faire des vagues, il maintient cet état de choses iniques qui n'a rien "donné" pour l'emploi (nous, nous le savions, mais Gattaz avait promis l'embauche de 383.000 personnes), c'est qu'une droite type Barre et une "gauche" type 1988 seront devenues bonnet blanc et blanc bonnet. Disons, pour nous consoler, que c'est un moindre mal comparé à une droite Chiraco-

Lepéniste.

2. Le vote des émigrés, fut-ce pour commencer au niveau municipal.

Alors, face à un tel gouvernement, que pouvons-nous faire, que pouvons-nous espérer? Car même si la Chambre redevenait, après des élections législatives, majoritairement de gauche, Mitterrand ferait la même politique, ou peu s'en faut: seul avantage pour lui: ne pas craindre que les gouvernements soient censurés.

Il nous faudrait parler fort, plus fort et, par exemple, rééditer une plaquette courte (10-15 pages), claire, avec des illustrations parlant d'elles-mêmes (type couverture de la Grande Relève d'Avril), faisant le point de nos idées et solutions de façon crédible, réaliste, face à la situation sociale et économique actuelle. Plaquette à envoyer à tous les élus de gauche, syndicalistes, partis, personnalités, journalistes sélectionnés; bref, en mieux, ce que nous avons fait en 1983 avec la plaquette "Sortir le socialisme de la crise". Mais en 1983, l'euphorie majoritaire socialiste n'était pas encore suffisamment atteinte, ce qui fit sans doute que nous n'eûmes qu'une audience insignifiante, même si certaines idées ont pu cheminer, transformées en cours de route, comme un revenu social garanti.

Vingt fois sur le métier, remettons notre ouvrage. Pour nous, la période est plutôt faste — l'Économie distributive s'imposera, peu ou prou, sans doute par "touches" successives, dans les 10 à 15 ans qui viennent. Cette affirmation, je le précise, n'est absolument pas en contradiction a

DISTRIBUTISTES A VOUS DE JOUER

Le Syndicat des chômeurs crée un prix annuel de 50 000 F pour récompenser une étude originale sur les causes du chômage et les moyens de le résorber.

Lors d'un colloque organisé par la Fondation Saint-Simon, en mai 1987, les experts économiques venus des principaux pays du monde formulaient un "douloureux constat d'échec" en ce qui concerne les mesures prises pour vaincre le chômage. De son côté, Edouard Malinvaud, ancien directeur général de l'I.N.S.E.E., déclarait: "Les économistes ont peu alerté nos sociétés de ce qui les attendait et leur ont mal indiqué la voie à suivre".

Désireux de stimuler le développement de recherches originales sur le chômage et l'emploi, le Syndicat des chômeurs a décidé de créer un prix annuel de 50 000 F pour récompenser l'auteur d'une étude qui apportera des analyses, des perspectives et des solutions nouvelles susceptibles de contribuer à résorber le chômage.

Sous la présidence commune de Maurice Pagat, Secrétaire général du Syndicat des chômeurs et de Jean-Baptiste de Foucauld, Inspecteur des Finances, un jury, composé de chômeurs et d'experts, décernera ce prix chaque année, au mois de septembre.

Les manuscrits ou les ouvrages doivent être envoyés à "PARTAGE", 117, rue Henri Barbusse, 92110 Clichy.

ABONNEZ-VOUS

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France 100 F
Soutien 140 F
Etranger 125 FF
Règlements par chèques postaux: au C.C.P. "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris.
Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de:

LA GRANDE RELEVÉ
BP. 108, 78110 LE VESINET

Nous acceptons toute somme inférieure à ce tarif de la part des lecteurs qui ne peuvent faire plus. Ce journal ne survit que grâce à la souscription permanente:

"POUR QUE VIVE
LA GRANDE RELEVÉ"

(2) "La Gauche a mis beaucoup d'eau gestionnaire dans son vin social". (Le Monde Diplomatique d'Avril 88).

LE FÉDÉRALISME : UNE GARANTIE CONTRE L'ÉCHEC

par Pierre HERDNER

La grande mutation, dont le plan s'esquisse dans notre esprit, satisfait à une double exigence : la **rationalité économique** et la **justice sociale**. La première implique la direction de l'économie par les consommateurs, qui entraîne une refonte totale de nos structures ; la seconde dépend en grande partie de la première, mais elle nécessite en outre une réorganisation interne des entreprises, favorisant le libre épanouissement des individus.

Sur la base de ces principes généraux, des réalisations assez variées peuvent se concevoir. C'est en réfléchissant aux causes possibles d'échec que l'on découvrira toute la valeur de cette diversité.

Parmi ces causes figure d'abord l'opposition, non seulement des forces conservatrices, mais aussi de tous ceux qu'éffraie la perspective d'une transformation trop brutale et trop contraignante, dont ils mesurent mal les conséquences. Puis les erreurs que l'on peut commettre au cours d'une réorganisation d'une si grande envergure : le fonctionnement d'une économie où les consommateurs décident entièrement de la production, comporte le risque d'une concentration excessive, entraînant une bureaucratie paralysante et le manque de motivation d'une grande partie des cadres responsables ; une organisation démocratique des entreprises, capable en principe d'assurer la motivation des travailleurs, présente aussi des écueils, tels que l'incompétence et les relations conflictuelles entre les individus ; on notera que ces difficultés concernent pour une large part le mode de répartition des pouvoirs entre les agents économiques.

Or nous trouverons dans le **fédéralisme** une réponse adéquate à nos interrogations et à nos inquiétudes. Il réalise une répartition harmonieuse et équilibrée des pouvoirs de décision : au partage des revenus et des tâches, schéma classique de notre doctrine, il conviendra d'ajouter, comme le suggère Gaston Puel (1), le partage des pouvoirs. En même temps, il introduit dans les structures diversité et souplesse : il nous évitera donc d'instaurer un système uniforme et de faire d'emblée des choix définitifs ; quand une erreur sera commise, elle sera plus facile à réparer et les conséquences en seront moins graves si elle ne concerne qu'une zone d'étendue restreinte. Pour toutes ces raisons, les solutions fédéralistes donnent à l'économie distributive un aspect rassurant, propre à apaiser les appréhensions d'un public encore peu convaincu de sa

nécessité et de ses bienfaits.

Les applications du fédéralisme au nouveau système économique se conçoivent sur deux plans différents. En premier lieu, sur le plan **territorial**, il répartit les pouvoirs entre des zones incluses les unes dans les autres, par exemple entre la nation, les régions et les communes. Le risque des lourdeurs bureaucratiques se trouve ainsi éliminé. Une question se pose, en particulier, dans tout système distributif : à quel niveau se situe la prise en mains, par un organisme représentant les consommateurs, des produits qui lui sont fournis ? On pourrait sans doute imaginer que ce contact entre production et consommation ait lieu au niveau national ; mais ce mécanisme trop rigide risque de mal fonctionner. Il me paraît préférable que cette prise en mains, qui précède la distribution, se situe d'abord au niveau inférieur, les excédents des productions locales, puis régionales, étant répartis successivement d'échelon en échelon ; cette organisation, de style fédéraliste, est plus complexe, mais la multiplication des centres de décision est plus stimulante pour les habitants des différentes zones (2).

En second lieu, le fédéralisme est susceptible d'applications d'ordre **fonctionnel**. Sur le plan politique, la fédération et ses membres se partagent différents domaines. En économie, selon le même schéma fédératif, la collectivité des consommateurs et les unités de production qui y sont incluses se répartiront des fonctions différentes : à la première la direction générale, aux secondes le pouvoir de gérer l'entreprise de façon autonome et de régler l'organisation du travail. Mais là encore une grande diversité est possible : aussi bien le degré de cette autonomie que les modalités de cette organisation interne seront variables.

Cette diversité permet de comparer les différents systèmes, au point de vue économique et au point de vue social, et aussi l'efficacité des différentes mesures de transition. Une certaine émulation pourra naître, à tous les niveaux, entre groupements similaires, et l'économie y gagnera en dynamisme.

En outre, la souplesse inhérente au fédéralisme est si grande qu'elle permet d'adapter le processus évolutif au degré de maturité des diverses régions. Cette remarque prend toute sa valeur dans le cas où le gouvernement n'avancerait que timidement sur la voie du distributisme. On peut imaginer que des expériences locales, qui s'inscrivent à l'avance dans le schéma de l'organisation fédérative, soient tentées en premier lieu dans des

régions où les circonstances sont favorables et la population d'esprit ouvert, ce qui suppose, assurément, que le gouvernement soit disposé, sinon à aider, du moins à tolérer de telles initiatives. Même si elles ne pouvaient guère dépasser, tout d'abord, le stade des mesures transitoires ou de réalisations incomplètes, ces expériences constitueraient une amorce de la mutation distributiste ; elles aideraient le public à comprendre ce qu'est une économie des besoins ; enfin, puisque le progrès des institutions se règle sur celui des mentalités, le recours à la contrainte pourrait être réduit au minimum.

Je n'ignore pas que certains de nos amis, pour qui la rapidité est la condition du succès (3), jugeront cette méthode à la fois trop lente et trop complexe. Je souhaite qu'on ne se hâte pas trop de la rejeter, car elle me paraît présenter plus d'avantages que d'inconvénient.

* *

Ma pensée s'écarte sur plusieurs points des idées que René Marlin a exprimées dans son article du n° 866.

Je n'ai pas à revenir sur le fédéralisme, si ce n'est pour noter qu'il n'a nullement — tel que je le conçois, car il y a fédéralisme et fédéralisme — la prétention de résoudre à la fois tous les problèmes. Plus modestement, il se borne à donner une forme déterminée à un contenu que son rôle n'est pas de définir.

Il importe de bien distinguer certaines réformes d'ordre social, destinées à améliorer les conditions de vie à l'intérieur d'une entreprise, des mesures transitoires préparant une mutation qui est avant tout d'ordre économique.

Intéressantes au point de vue social, les coopératives de production ont effectivement subi de nombreux échecs, et, bien entendu, elles restent plongées dans le milieu capitaliste où règnent la concurrence et le profit. Mais les coopératives de consommation sont aptes à réaliser, quand elles sont assez développées pour créer ou intégrer les unités de production qui les approvisionnent, une véritable économie des besoins. C'est pourquoi elles pourraient constituer une transition vers cette forme plus parfaite qu'est l'économie distributive. Elles ont obtenu des succès remarquables (4), et si elles connaissent quelques échecs en France, il conviendrait d'en déceler les causes exactes ; l'une d'elles est probablement l'indifférence du public, qui comprend mal le but ultime poursuivi par les coopérateurs.

(1) Gaston Puel, *L'heure du partage* (1978). Cet ouvrage a été analysé dans le n° 763 de la G.R.

(2) Ce système me paraît assez voisin des structures décrites par M.-L. Duboin dans *Les affranchis de l'an 2000* (p. 119, 158, 202, 290).

(3) Cf. Maurice Laudrain, *L'incapacité au pouvoir* (1984), p. 114.

(4) Notamment dans certains pays, dont la Suède, la Suisse, l'Islande. Consulter à ce sujet Ch. Gide, *Les sociétés coopératives de consommation* (4^e ed., 1924), et Georges Lasserre, *La coopération* (1967) (Que sais-je ? n° 821), p. 35 — Quel mouvement, s'écrit Ch. Gide (p. XIV), offrirait "des statistiques plus impressionnantes" ?

LE "PARLER VRAI"

DU SOCIAL-DÉMOCRATE OSKAR LAFONTAINE

En portant, le mois dernier, la contradiction aux syndicats sur la question de la réduction du temps de travail à salaire égal, le vice-président du Parti social-démocrate ouest-allemand, M. Oskar Lafontaine, a ouvert un débat brûlant sur les conceptions économiques et sociales du SPD.

Réuni lundi 14 mars, à Bonn, le comité directeur du parti a tranché en faveur des syndicats, dont il a souligné, dans une résolution, "l'attitude responsable et constructive". Bien que désavoué, l'enfant terrible du SPD peut cependant compter sur des appels suffisants dans les jeunes générations de dirigeants sociaux-démocrates pour ne pas rester sur cette première défaite.

M. Oskar Lafontaine, ministre-président social-démocrate de Sarre, secrétaire général adjoint du SPD et figure de proue de la génération des "petits-fils" de Willy Brandt, sait battre tambour et attirer sur lui les projecteurs de l'actualité.

Dans un livre publié début mars et qui s'intitule modestement l'Avenir de la société, il tente de fonder théoriquement cette position en affirmant : "Il faut dépasser la division entre le travail salarié et les activités socialement nécessaires qui ne sont pas rémunérées". Ce politicien-philosophe, qui aime se référer à la dialectique de Hegel, veut parvenir, au bout de son utopie, à un "dépassement" (Aufhebung) des contradictions qui paralysent l'évolution de la société. Cette méthode, à l'en croire, convient aussi bien pour venir à bout des problèmes économiques et sociaux de la République fédérale que de la question allemande. Dans le premier cas, la disjonction de la notion de revenu de celle du travail directement productif amènerait à envisager d'une toute autre façon le problème du chômage dans le cadre d'un "partage du travail disponible généralisé", comme l'avait jadis évoqué M. Pierre Mauroy. Dans le deuxième cas, le dépérissement, à l'échelle mondiale, de la notion d'Etat-nation serait de nature à rendre obsolète la vieille revendication de la

réunification allemande.

Au moment même où son parti célébrait son cent vingtième anniversaire, s'enfonçant dans le morne ronronnement d'une opposition bien tempérée au gouvernement du chancelier Kohl, il a jeté un pavé de bonne taille dans la mare des certitudes social-démocrates.

Il s'est en effet prononcé pour une réduction du temps de travail, mais sans compensation intégrale de salaire à partir d'un certain niveau de revenus.

Actuellement engagé dans de difficiles négociations avec le patronat dont l'objectif est la semaine de trente-cinq heures sans réduction de salaire.

il témoigne de l'écho rencontré par ses thèses dans cette fraction du SPD qui estime que l'on ne peut reconquérir le pouvoir à Bonn qu'en tentant une sortie hardie de la forteresse ouvrière. "Le Parti social-démocrate ne doit pas se limiter à assurer la représentation politique des salariés, mais doit s'ouvrir à de nouvelles couches de la population nées de la troisième révolution industrielle : travailleurs indépendants, entrepreneurs, créateurs" affirment encore M. Oskar Lafontaine.

Le Monde - Jeudi 17 mars 1988

Nos présidentiables et nos syndicalistes ont-ils pris connaissance d'un tel article ?

Puisque les progrès techniques et les machines font maintenant le travail, pourquoi ceux qui les possèdent et en touchent le bénéfice ne paieraient-ils pas le "salaire des machines" à ceux privés de leur emploi ?

Réclamons le salaire des exclus, le **salaire garanti** pour les chômeurs.

Réclamons aussi le revenu social maximum pour tous avec le partage du travail utile.

Marguerite Buguet

"Le temps libre devient la vraie mesure de la richesse".

Karl Marx

La bonne parole d'un ancien catholique de gauche, Michel Novak, converti au libéralisme :

"Jamais autant qu'aujourd'hui, le capitalisme n'avait administré la preuve de sa capacité d'améliorer le sort des pauvres et d'engendrer des mœurs démocratiques".

On croit rêver !...

(Le Monde Diplomatique d'avril 1988)

* *

L'Économie Distributive et l'enfant

Tandis que nous nous morfondons, nous "les plus âgés", à constater la lenteur avec laquelle progresse l'idée de l'Économie Distributive, j'ai tout à coup eu l'espoir, que dis-je la révélation, que la génération qui monte verrait ces lendemains qui chantent.

Devant Joanna, 11 ans, nous discutons — sérieusement bien sûr puisque nous étions "des grands" — de politique, chômage, guerre, mais pas d'E.D. Et tout à coup, Joanna qui nous écoutait dit : "Moi, j'imagine un monde où on se servirait de tout ce dont on a besoin, sans argent ; mais évidemment, pour ça, tout le monde devrait travailler".

En deux phrases, l'Économie Distributive était merveilleusement redécouverte et clairement définie.

Alors, on garde espoir, amis distributistes ?

A.P. (Saint-Maur)

L'ÉCONOMIE

Une économie qui ne vit que de profit et de gaspi
Une économie de guerre que tout le monde tolère...
Et tous les humains ne fonctionnent qu'avec le désir du profit
Pauvres peuples que l'on abêtit.
Condamnés à se laisser faire
L'homme est devenu pour longtemps un être irrécupérable.

Albert Chantraine

* *

*

"Je ne suis ni l'aile droite, ni l'aile gauche, je suis l'oiseau".

Proverbe chinois

Y-A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?

par Jean Kahn

Même dans une revue scientifique telle que "Science et Vie" il est possible de découvrir des journalistes que ne renierait pas la Grande Relève.

Témoin cet article de Gérald Messadié paru dans cette revue de mars 1988 et dont nous extrayons quelques paragraphes significatifs.

"Ce ne sont jamais les livres dont on parle qu'il faut lire. Ainsi la grande presse n'a pas rendu l'hommage qu'il faudrait à l'ouvrage de premier plan et de brûlante actualité, l'Ecrivain public et l'Ordinateur.

Ecrit par MM. Jacques Salomon, Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers et André Lebeau, Directeur de notre Météo et docteur es-Sciences..."

"Le thème en est le suivant : en grossissons donc de réciter la ritournelle de la Science et de la Technique au service du développement..." et plus loin... "L'injection de technologie de pointe dans les mieux dotés en matière grise d'entre ces pays (pays à technologie avancée) comme le Brésil, aboutit à la création d'industries de niveau international, comme l'industrie aéronautique brésilienne. Hélas les bienfaits économiques de ces injections ne bénéficient qu'à un petit nombre d'individus..."

"Le Brésil compte 80 % de laissés pour compte. Les bénéfices de ses industries ne vont qu'à l'Etat... et cet Etat ne semble guère s'en porter mieux, car il a amassé ces dernières années, comme chacun sait, une dette internationale supérieure à 100 milliards de dollars... Les schémas (lesquels) des pays développés ne sont pas valables pour ceux qui sont en voie de développement. Pourquoi?..."

"Voilà près d'un siècle, en effet, que l'on entretient l'illusion que la science et la technique doivent forcément mener à un avenir meilleur pour un nombre toujours croissant de gens... A l'heure actuelle, 41 % de la population américaine répondent à la définition officielle de la pauvreté et 9 % de ces 41 % sont des gens qui ne mangent pas à leur faim, cependant que le taux de mortalité infantile en Amérique est au niveau des moins développés parmi les sous-développés".

"L'automatisation, puis la robotisation qui sont indéniablement des progrès techniques, entraînent un chômage croissant".

Et encore mieux : "Est-ce bien d'ailleurs au mieux-être des nations que

s'attache la recherche ? Ce n'est pas sûr, ce serait même le contraire : aux USA et en Grande-Bretagne, la moitié des fonds publics sont consacrés à la défense et les proportions des budgets militaires sont à peine inférieures en France et en Suède. Or on a vu ce qu'un tel déséquilibre a coûté aux USA qui ont contracté la plus grosse dette publique du monde, 2.500 milliards de dollars, qu'ils n'auront fini de rembourser qu'à la fin du 21^e siècle..."

"On ne sait à qui il faut conseiller la lecture (de cet ouvrage). Si c'est aux Enarques... C'est un ouvrage qui, en effet, dérange les bavards et les catéchistes de l'économiste..."

* *
*

Domage que ce Messadié n'ait pas encore compris pourquoi les États utilisent tant d'énergie pour fabriquer des engins de mort, leur seule voie pour maintenir le capitalisme.

QUI A DIT ?

1 "Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, ne peut être adhérent au P.S."

* *
*

2 "Le socialisme, ce n'est pas ma Bible".

* *
*

3 "Avec moi, la France ne comptera pas 2 millions de chômeurs, je m'y engage... Grâce au plan que j'ai développé, je serai en mesure de faire recruter sur les plans public et privé un million — vous m'entendez, un million — de jeunes dans l'année... Grâce aux 35 heures de travail hebdomadaire, nous créons 950.000 emplois".

(Réponses dans ce numéro...)

BULLETIN DE COMMANDE (à compléter)

M demeurant
..... vous adresse par
chèque la somme de F
se décomposant ainsi :

- F pour abonnement à dater de 19
- F pour la souscription « Pour que vive la Grande Relève ».
- F pour recevoir ... tracts (à 15 F le cent).
- F pour recevoir ... ex. (à 10 F) du N° spécial « J. Duboin »
- F pour recevoir ... ex. (à 15-F) du N° spécial « Pour les Femmes »
- F pour recevoir ... ex (à 65 F) de « Kou l'ahuri » de J. Duboin
- F pour recevoir ... ex (à 65 F) de « Les yeux ouverts » de J. Duboin
- F pour recevoir ... ex. (à 85 F) des « affranchis de l'an 2000 » de M.L. Duboin
- F pour recevoir ... ex. de « L'économie libérée ».
- F pour recevoir ... ex. (à 7 F) du N° en bandes dessinées

Règlement à l'ordre de la Grande Relève par chèque bancaire, ou par chèque postal n° 13 402-39 M Paris.

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

"LES YEUX OUVERTS" de Jacques Duboin (1955, réédition de 1982)

Fiche de lecture/Aide-mémoire

"Se plaindre de posséder des produits "excédentaires" quand il est, à la fois des gens dans la misère et d'autres obligés de se croiser les bras, n'est-ce pas une contradiction si énorme qu'elle condamne sans appel notre organisation social ?" (p. 8).

*

"C'est la multiplication des besoins qui crée la civilisation, car chaque besoin nouveau constitue un lien de plus entre les hommes, puisqu'on ne peut le satisfaire qu'avec l'aide du prochain" (p. 10).

*

"C'est au développement des techniques que les esclaves sont en partie redevables de leur libération". (p. 12).

*

"Seule richesse ayant la propriété de répondre, non à un besoin défini mais à tous les besoins possibles, l'argent ne cesserait d'être désiré qu'au moment où tous les désirs seraient satisfaits, ce qui en recule la limite presque jusqu'à l'infini". (p. 14).

*

"Produire des biens n'est plus une fin en soi mais le moyen de gagner l'argent dont on a besoin pour vivre". (p. 14).

*

"Le mécanisme de notre système économique tient en peu de mots : tout producteur qui se propose de procurer au public des biens de consommation ou des services les crée dans la seule intention de les vendre plus cher qu'ils ne lui ont coûté, car s'il n'y réussit pas il disparaît". (p. 15).

*

"La production donne à la fois naissance à l'offre et à la demande : à l'offre par les produits qu'elle apporte sur le marché, à la demande par le pouvoir d'achat qu'elle distribue". (p. 16).

*

"ON NE GAGNE DE L'ARGENT QU'A LA CONDITION QUE LES CONSOMMATEURS MANQUENT LE PLUS POSSIBLE DE CE QU'ON PEUT FOURNIR". (p. 16).

* * *

"Pour que notre économie soit en équilibre, il faut qu'elle soit statique, ce qui exclut le progrès". (p. 17).

*

"Du point de vue mécanique, les Pharaons et Louis XIV sont contemporains : pour se déplacer rapidement, Sémiramis et Napoléon font atteler des chevaux à leur char ou à leur calèche". (p. 20).

*

"Toute organisation sociale doit fatalement tendre à la satisfaction maximale des besoins de tous les membres qui la composent". (p. 24).

*

"Tout perfectionnement dans les procédés de production ruine de fond en comble les producteurs dont l'existence, sinon la fortune, dépendent des anciens procédés". (p. 25).

*

"QUI NE PEUT ACHETER RUINE QUI VOUDRAIT VENDRE !" (p. 33).

* * *

"Les richesses augmentent, tandis que le nombre des travailleurs diminue : c'est le plus gros événement de tous les temps". (p. 34).

*

"Les courbes de la production industrielle et de l'emploi ne restent parallèles que jusqu'en 1919". P.34).

*

"D'après le sénateur américain Bryan Mc Mahon, la seconde guerre mondiale a coûté autant d'argent qu'il en aurait fallu pour construire une villa de cinq pièces pour toutes les familles des cinq continents du monde, avec un hôpital pour chaque village". (p. 42).

*

"Le consommateur paie deux fois : une fois pour "assainir le marché", la seconde pour consommer. Au lieu de profiter de l'abondance, il fait les frais de sa destruction". (p. 44).

*

"Avant la dernière guerre, la Banque d'Angleterre favorisa la constitution de la "Shipbuilder's Security Association Ltd." dont l'objet était d'acheter des chantiers navals, de les fermer et d'en briser l'outillage". (p. 45).

*

"L'on cherche à exporter, même à perte (et gratuitement dans le cas du matériel de guerre) tout ce que les nationaux n'ont plus les moyens d'acheter". (p. 47).

*

"La part de chacun est d'autant plus grande que la masse produire est plus abondante, ce qui n'est vrai que si on la distribue selon les besoins". (p. 47).

*
"Seuls les secteurs primaire et secondaire distribuent réellement le pouvoir d'achat". (p. 50).

* * *
"Le "revenu national" ne correspond à aucune réalité : celui qui engage une cuisinière l'augmente, mais le diminue s'il l'épouse". (p. 52-53).

*
"Si l'on tient compte de l'accroissement de la population, le revenu national par habitant est au même niveau en 1954 qu'en 1929 : il n'y a aucun progrès. Et si l'on tient compte de l'accroissement relatif de la consommation militaire, économiquement stérile, les richesses disponibles des Français ont diminué". (Alfred Sauvy, Journal Officiel du 7 avril 1954, p. 387, cité p. 53).

*
"Pourquoi remplir les trains non pas d'après le nombre de voyageurs mais d'après le nombre de billets ? Ce ne serait logique que si l'insuffisance des billets refléterait l'insuffisance des places". (p. 59).

"CURIEUX SYSTÈME FINANCIER QUE CELUI QUI EMPÊCHE LES HOMMES DE CONSOMMER CE QU'ILS ONT PRODUIT : CURIEUSE MONNAIE QUE CELLE QUI EMPÊCHE A LA FOIS DE CONSOMMER ET DE PRODUIRE ! : (P. 60).

* * *
"Les Américains ont fait la guerre aux Anglais pour conquérir le droit souverain de battre monnaie et se libérer des exigences de la Cité de Londres. C'est pour conquérir le pouvoir monétaire que Philippe le Bel persécuta les Templiers" (p. 65).

*
"Première rallonge : la monnaie-or enfanta le billet de banque, qui enfanta la monnaie-papier". (p. 67).

*
"Charles II d'Angleterre abandonna son droit régalien de battre monnaie et poussa la condescendance jusqu'à emprunter des billets de banque pour payer ses dépenses. La preuve que ce moyen de paiement se généralisa très vite, c'est que, dès **1672**, on rapporta plus de reçus à rembourser qu'il n'avait été déposé de pièces d'or, d'où le premier krach !". (p. 69).

"En 1694, un groupe de riches citoyens créent la Banque d'Angleterre pour prêter au roi Guillaume III 1 200 000 livres (papier) pour leur propre compte : les fondateurs avaient acquis le privilège de fabriquer de la monnaie légale". (p. 69).

"Créée en 1694, la Banque d'Angleterre fut nationalisée en 1946" (p. 70)

"En 1800 quelques banquiers parisiens fondent une banque, devenue en 1803 la Banque de France, avec concession d'émettre des billets". (p. 70).

"Napoléon, partisan de la séparation de la monnaie et de l'Etat, ne voulut jamais entendre parler de cours forcé" (p. 70).

*
"Contrairement à une opinion bien ancrée, la Banque de France n'a jamais été tenue de conserver un rapport entre le montant de son encaisse métallique et le montant de ses billets en circulation". (p. 71).

*
"Entre le 15 mars 1848 et le 6 août 1850, ainsi qu'à partir du 5 août 1914, l'Etat décréta le moratoire : le billet de banque cessait d'être remboursable en espèces et devenait un effet moratorisé" (cours forcé) (p. 71).

*
"A partir du moment où le billet de banque a perdu son gage métallique, il cesse d'être une monnaie-marchandise pour devenir une monnaie-papier, c'est-à-dire un simple titre de créance sur les marchandises et services à vendre ; le gage de la monnaie-papier est constitué par les marchandises et services qu'elle permet d'acquérir". (p. 71).

*
"La Banque de France a été nationalisée en 1945 avec quatre de nos grandes banques de dépôts. Le 20 septembre 1931, le gouvernement anglais obtenait la suspension de la convertibilité de la livre en or. Roosevelt abandonna l'étalon-or dans le Farm Relief Act du 12 mai 1933 ; et, par le Gold Reserve Act du 30 janvier 1934, l'or est devenu monopole de l'Etat". (p. 73).

*
"DEUXIÈME RALLONGE : "LE BANQUIER, du néant, sort moyens de paiement". (p. 75).

"De même que la monnaie-or a enfanté la monnaie-papier, celle-ci a enfanté la monnaie bancaire". (p. 76).

"Il convient de ne jamais confondre les espèces d'une banque avec ses dépôts : l'argent qu'elle prête sans le posséder, c'est précisément la monnaie bancaire". (p. 77).

"Créer de toutes pièces des ressources financières, pour les prêter à intérêt, n'est-ce-pas le rêve ?" (p. 78).

*
"M. McKenna, président de la Midland Bank, reconnu : "Les banques créent des dépôts, mais je crains que l'homme de la rue ne soit pas enchanté d'apprendre que les banques créent et détruisent de la monnaie : c'est sûrement la vérité". (p. 79).

*
"Si les banques de dépôts sont à court de trésorerie, elles peuvent toujours se procurer des billets en réescomptant leur portefeuille d'effets à la Banque de France". (p. 80).

*
"Tous les moyens de paiement rendent les mêmes services et le billet tend à devenir la petite monnaie du crédit bancaire". (p. 81).

*
"On affirme que la Banque de France ne serait plus une institution privée depuis sa nationalisation en 1945. Mais alors, pourquoi l'Etat lui emprunterait-il, et à intérêts ?" (p. 82).

"La monnaie bancaire est une deuxième rallonge du franc, constitant en crédits qui ne coûtent que de simples écritures à passer". (p. 82).

*

"Les pièces métalliques (bronze-aluminium et cupronickel), ou monnaie divisionnaire, sont la seule monnaie que frappe l'Etat. Les billets sont émis par la Banque de France et la monnaie bancaire (ou scripturale) est émise par les banques privées". (p. 83).

*

"En 1955, il y avait 2.500 milliards en billets et 2.500 milliards en monnaie bancaire, de sorte que nos moyens de paiement sortent moitié d'une imprimerie et moitié d'un encrier" (ou d'un terminal d'ordinateur aujourd'hui). En 1980, le total des billets en circulation s'élevait à 144 milliards de francs, contre 668 milliards en monnaie bancaire (les billets ne représentaient plus que 21,55 % de la masse M1). (p. 84). Ce rapport est le "coefficient de liquidité".

*

"L'argent déposé appartient à la banque et figure à son actif".

* * *

"Plus l'emploi du chèque se généralise, plus les banques peuvent prêter ce qu'elles ne possèdent pas". (p. 89). Le chèque prend actuellement la forme de la carte de crédit magnétique (EC, Visa, Eurocard,...).

*

"Nos moyens de paiement ne varient pas proportionnellement aux biens et aux services mais selon l'action des établissements financiers, qui ne créent la monnaie que pour la prêter à intérêt, ce dernier n'étant jamais créé. En conséquence, ils ne peuvent connaître que les entreprises rentables, c'est-à-dire qui profitent et entretiennent la rareté des produits". (p. 90).

*

"La monnaie se dématérialise constamment et tend à se rapprocher de l'unité de compte. S'évaporant du moule dans lequel elle était emprisonnée, elle se sublime : elle n'est plus qu'un nombre suivi du mythe qu'elle multiplie". (p. 90).

*

"La monnaie a perdu la qualité qui en faisait l'instrument des échanges mais elle est apte à devenir celui de la distribution, à condition d'être elle-même bien répartie". (p. 90).

* * *

"**Einstein** a écrit : "Les moyens de production, ayant été mécanisés dans une économie désorganisée, ont eu pour résultat qu'une partie de la population n'est plus utile à la production des richesses et se trouve exclue de la consommation. Il en est résulté un affaiblissement du pouvoir d'achat". (Out of my later Years, p. 461) (p.91). "La surproduction n'est apparente car ce n'est pas le besoin qui n'existe pas chez les consommateurs, mais le pouvoir d'achat". (**Einstein**) (p. 92).

*

"Si un pays se borne à exporter, il se vide de sa substance" (p.93).

*

"Puisque le travail est un facteur décroissant de la production, ne voit-on pas que le plein emploi devient irréalisable, à moins de faire effectuer aux hommes un travail inutile ?" (p. 94).

*

"A LA VÉRITÉ, IL SERAIT PLUS FACILE DE FAIRE CONSOMMER LE SURPLUS DE LA PRODUCTION AUX CHÔMEURS QUE DE FAIRE ABSORBER LES CHÔMEURS PAR UNE PRODUCTION QUI N'A PLUS BESOIN D'EUX". (p. 94).

*

"Les économistes s'hypnotisent sur le seul accroissement de la circulation des billets, sans observer que le volume de la monnaie bancaire grandit aussi de son côté". (p. 96).

*

"Monnaie et crédit ne sont créés que pour augmenter la production, jamais la consommation". (p. 97).

*

Le rôle d'un système monétaire étant de distribuer la production pour qu'elle soit consommée, le nôtre ne le remplit qu'accidentellement puisque la monnaie est émise dans un dessein bien différent : être prêtée à intérêt !» (p. 97).

*

"LE PROBLÈME DE LA PRODUCTION EST RÉSOLU ; C'EST CELUI DE LA CONSOMMATION QU'IL FAUT RÉSOUDRE". (p. 97).

* * *

"Les débouchés que nous cherchons désespérément au dehors, c'est à l'intérieur qu'ils se trouvent ; il suffit de solvabiliser des besoins criants !".

*

"Il faut que tout le monde possède de l'argent pour vivre, comme tout le monde a de l'air pour respirer". (p. 103).

*

"**Les droits politiques du citoyen doivent se compléter des droits économiques du consommateur, concrétisés par un "revenu social" auquel il aura droit du berceau au tombeau.** La femme y a droit aussi car aucune loi naturelle ne la condamne à dépendre économiquement de l'homme". (p. 103).

*

"Pourquoi les moyens énormes de l'économie de guerre ne pourraient-ils pas produire, en temps de paix, une seconde avalanche de biens ? Parce qu'on ne pourrait pas les vendre, l'assainissement du marché des armements étant réalisé par leur distribution gratuite chez les voisins". (p. 105).

*

"On voit qu'il s'agit, en définitive, d'assimiler la nation à une immense entreprise, dont les activités horizontales et verticales seraient gérées par un Conseil National de l'Economie qui, conservant les biens d'équipement collectif, mettrait les biens de consommation à la disposition du public". (p. 107).

*

"Le Conseil National de l'Economie déciderait que la monnaie n'est valable que pendant l'exercice en cours", afin de la détruire une fois sa fonction de catalyseur des transferts accomplie, pour éviter la spéculation sur ses propriétés de sublimation (p. 107).

* *

"La machine est essentiellement sociale, tout au moins quand elle produit". (p. 108).

*

"La meilleure des réformes fiscales sera celle qui supprimera le fisc. L'économie des besoins les rend inutiles puisque l'Etat, recouvrant son droit régalien de battre monnaie, crée les moyens de paiement nécessaires pour faire passer la production à la consommation". (p. 109).

*

"La monnaie, simple titre de créance provisoire, devient une véritable monnaie de consommation, dont l'inventeur n'est autre que Saint Thomas d'Aquin: "L'argent est fait pour être dépensé". En effet, la monnaie de consommation ne peut être ni thésaurisée ni capitalisée. Si elle n'est pas dépensée au cours de l'exercice pour lequel elle a été émise, elle est annulée ipso facto". (p. 112).

*

"Dans l'Economie Distributive de l'abondance, les revenus des consommateurs sont distribués en fonction, non du travail fourni, mais de la production consommable". (p. 113).

*

"Le principe du **service social**" donne une grande souplesse à la production. Par exemple, en cas de catastrophe nationale, comme un tremblement de terre, il suffirait de prolonger exceptionnellement la durée du service social pour réparer les dégâts". (p. 114).

*

"Le commerce international est indépendant de la structure économique des nations : il n'a en effet jamais revêtu que la forme du troc". (p. 116).

* * *

"L'AUTORITÉ SANS LIBERTÉ, C'EST LA TYRANNIE ; LA LIBERTÉ SANS AUTORITÉ, C'EST LE DÉSORDRE". (p. 119).

*

"Les producteurs cherchent à individualiser les profits et à étatiser les pertes (p. 120).

*

"Dans le monde moderne, c'est l'argent qui mesure la liberté". (p. 122).

*

"Avoir des loisirs consiste non pas à ne rien faire, mais à faire ce qui plaît. Dans le monde moderne, les loisirs ont fait leur entrée par la porte basse du chômage". (p. 123).

*

"Si le service social assume la charge du travail nécessaire, le revenu social apporte le loisir payé". (p. 123).

*

"Jamais un dictateur ne règnera sur des hommes instruits, jouissant du bien-être et vivant sans aucun souci du lendemain". (p. 124).

*

"En 1954, 11 % seulement des jeunes Français faisaient des études secondaires". (p. 125).

*

"PUISQUE DE TOUT TEMPS LES PRIVILÉGIÉS ONT VÉCU DU TRAVAIL DES "AUTRES", POURQUOI LES "AUTRES" NE POURRAIENT-ILS PAS VIVRE DU TRAVAIL DES MACHINES ?" (p. 127).

"Sinon, faut-il détruire les produits créés par les machines, ou accorder des loisirs à ces dernières ?" (p. 127).

*

"Notre temps est une époque de transition, dont l'un montre déjà ses ruines lugubres, tandis que l'autre offre à l'imagination réfléchie ses grandes et riantes perspectives". (p. 129).

* * *

Le livre "Les Yeux Ouverts", de Jacques Duboin, édition 1982, peut-être commandé auprès de la "Grande Relève", boîte postale 108 - F 78110 LE VÉSINET, au prix de 65 FF franco.

SOMMES-NOUS GESELLIENS ?

par René MARLIN

Dans son savant ouvrage "Théorie monétaire" (1) Pierre Pascallon, Professeur agrégé à la Faculté des Sciences économiques et sociales de Clermont-Ferrand aborde les différents aspects des problèmes posés par la nature, l'émission et la circulation de la monnaie. Le professeur se réfère à tous les brillants économistes officiels qui se sont succédés, depuis les débuts du système capitaliste, avec l'efficacité et le succès que l'on sait... Nous avons déjà abordé ce sujet, trop rapidement et trop sommairement, à propos des livres écrits par un économiste non-universitaire Jacques Riboud (2). La matière étant inépuisable, revenons aujourd'hui à ces questions, en analysant particulièrement la fin de l'étude de P. Pascallon, surtout pour dénoncer les procédés employés.

Une monnaie "a-temporelle"

Les cinq dernières pages de la "Théorie monétaire" sont consacrées à l'Examen des réformes préconisées pour faire "indirectement" de la monnaie une monnaie "a-temporelle". P. Pascallon se réfère aux écrits de Silvio Gesell et notamment à l'"Ordre économique naturel fondé sur l'affranchissement du sol et de la monnaie" écrit en allemand en 1911 et traduit en américain en 1934. Le système de Gesell, ajoute notre auteur, a été analysé dans de nombreux articles et études et notamment dans "The American Economic Review" de Juin 1942; il en fait lui-même l'exposé.

Les Geselliens

Et d'abord le Professeur de Clermont-Ferrand nous range sans hésiter dans la catégorie des Geselliens: avec "I. Fisher (Stamp Money 1933), par certains aspects, on va le voir J.M. Keynes (Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et la monnaie, 1936), M. Allais (Economie et intérêt, 1947) les théoriciens de l'économie distributive préconisant une monnaie de consommation ne pouvant être thé-

saurisée (J. Duboin, la Grande Révolution qui vient, 1934) avec leur ancêtre E. Bellamy (1980)" etc...

Poursuivons la citation: "Il est sûr que les Geselliens ont été particulièrement nombreux dans la période de l'entre-deux guerres. On a assisté en effet à une floraison d'articles et d'ouvrages sur le thème de la monnaie fondante durant cette crise (cf. Baudin, Bourdet, Bachi, Delannes, Von Maralt, De Man, Meulen, Vergnolle, Vregille, Weismar et Parrish). Cette inspiration est fortement reprise avec la crise actuelle cf. par ex. M. Laudrain "Sortir de la pagaille" (Les Publications Universitaires, 1979)". Ainsi P. Pascallon met dans le même sac: Fisher et Claude Bourdet, Keynes et Jacques Duboin, Allais et notre ami Maurice Laudrain! Curieux cocktail.

La thèse

D'après l'auteur, Gesell et ses partisans estimerait que les crises proviennent de la "supériorité" de la monnaie sur les autres biens et en déduiraient qu'il faut la rendre aussi "mauvaise", c'est-à-dire fondante. Il reconnaît que les marchandises sont destructibles, périssables et chères à stocker. Leurs détenteurs sont donc pressés de s'en débarrasser, alors que la monnaie est indestructible (!) et son coût de conservation est nul (!!).

Donc, soutient Gesell, d'après Pascallon, la monnaie-liquidité profite de cette supériorité pour se faire payer un intérêt. Tout ceci favorise la monnaie "inactive" ou "oisive" et en ralentit la circulation. La vieille loi de Jean-Baptiste Say, selon laquelle l'offre de marchandises trouve toujours en face une demande monétaire, est ainsi mise en échec, d'où surproduction et chômage. Afin d'y remédier, la monnaie doit être replacée au niveau des biens et devenir précaire. Les solutions proposées par les Geselliens seraient de lui faire perdre une partie de sa valeur à date fixe, au moyen de taxes, par exemple sous forme de timbres à apposer sur les billets. De là, l'incitation à faire circuler les titres de paiement, au lieu de les thésauriser.

Les conséquences

Chacun désirant se défaire de la monnaie au plus vite, il en résulte que le prêt se généralisera, même sans intérêt, mettant ainsi fin à la crise. L'auteur rappelle les expériences de monnaie fondante qui ont été menées entre les deux guerres en Autriche (Worgl), aux Etats-Unis et en France (Lignières-en-Berry) et insiste sur leur échec dû, écrit-il, à la difficulté d'étendre le système à des communautés plus vastes que celles de son origine. Il oublie de signaler que les tout-puissants banquiers et leurs séides intéressés au capitalisme, sentant leurs privilèges menacés n'ont pas été innocents de cette fin malencontreuse. Il note que Keynes avait repris à son compte la proposition de Gesell dans sa célèbre "Théorie générale" de 1936.

La critique

P. Pascallon se lance ensuite dans l'énumération des difficultés soulevées par l'application de la thèse de Gesell: problèmes posés par la période de transition, risque inflationniste, vérification que l'intérêt des prêts serait bien supprimé.

Il concentre ses objections autour de deux questions:

"1) Le système capitaliste que ces économistes veulent amender, mais conserver, peut-il se passer des banques de dépôt et de monnaie de banque...?... (En effet chez Gesell, ...la monnaie consisterait uniquement en billets émis par l'Etat. Il n'y aurait plus... de dépôts à vue... mais seulement des banques d'épargne. Or (il est facile de montrer)... la "consubstantialité" qui existe entre la monnaie scripturale bancaire et l'économie capitaliste...

"2) Peut-on, en système capitaliste, parvenir vraiment à supprimer la dimension temporelle de la monnaie avec une "monnaie estampillée" ?

P. Pascallon conteste alors l'objectif de Gesell qui, pensant que la monnaie est un instrument d'échange et rien d'autre, élimine sa fonction "réservoir de valeur". L'auteur croit que la dimension temporelle de la vie

(1) Edition de l'Epargne (1985).
(2) Voir "Sur la monnaie" GR n° 865.

économique et sociale est une réalité qu'on ne peut pas supprimer dans notre système. "...La preuve?" écrit-il, "à partir du moment où la "prime de liquidité" des billets serait annulée par une taxe, on verrait inéluctablement que d'autres biens seraient utilisés comme monnaie et/ou thésaurisés...".

Enfin, nous citerons in-extenso la conclusion du livre : "On voit bien, au terme de cette réflexion, le caractère puéril de la plupart de ces projets de réforme monétaire qui, soucieux de supprimer le chômage, l'inflation, la crise, pensent pouvoir y parvenir en "démonétisant" la monnaie... tout en conservant le système capitaliste auquel pourtant cette monnaie est intimement associée. Ces utopies monétaires traduisent le désarroi des économistes qui ne parviennent pas à trouver des stratégies de sortie de crise convaincantes sans sortir du système. Mais elles nous signifient peut-être aussi que de telles stratégies n'existent pas dans un capitalisme qui a perdu une partie de sa légitimité" (3).

Notre avis

Après avoir remarqué l'ambiguïté de cette dernière phrase, il faudrait répondre longuement à P. Pascallon. Nous nous limiterons aujourd'hui à quelques observations, peut-être puérides, mais non dépourvues d'acidité, laissant le lecteur se référer à nos ouvrages de base (4) pour plus de détails.

1) Même si certains d'entre nous ont fait référence aux expériences de monnaie fondante et ont pu aller jusqu'à envisager de telles propositions comme des mesures de transition (5), il est bien entendu que la monnaie que nous préconisons n'est pas fondante mais, bien plus, qu'elle s'éteint au premier achat, seul moyen d'assurer l'adéquation de l'offre et de la demande.

2) Il est exact qu'une telle monnaie aura perdu complètement le caractère précieux qu'elle est censée avoir dans le système actuel. Ce ne serait d'ailleurs qu'entériner l'évolution de la plupart des monnaies capitalistes

(3) Derniers mots relevés par l'auteur dans le livre de P. Fabra "La nationalisation des banques, pour quoi faire ?" (Sofedir 1982).

(4) Voir particulièrement la brochure de M.L. Duboin "L'économie libérée", son roman "Les affranchis de l'an 2000" et le livre de J. Duboin "Les yeux ouverts" (en vente à la Grande Relève).

(5) Voir "Autogestion distributive" n° 67.

qui, de dévaluations en dévaluations, ont perdu, au mieux, 99 % de leur valeur initiale et ne sont même plus remboursables en or. Elles sont devenues de simples titres de créance qui n'ont de contre-partie que celle que les citoyens veulent bien leur accorder. De toutes façons, la monnaie est appelée à se transformer encore plus radicalement dans l'avenir immédiat avec le développement des cartes informatisées, ce sera la fin de la monnaie précieuse mais aussi sa dématérialisation complète. Sur ce point particulier, sans faire de propositions révolutionnaires, nous constatons seulement une transformation en cours, en période d'accélération.

3) P. Pascallon ne fait pas intervenir dans son raisonnement le phénomène capital de l'automatisation de la production et de la mutation que ce phénomène entraîne dans la société. Après des millénaires d'une économie de rareté, voici une nouvelle ère pour l'humanité. Il veut l'ignorer.

4) L'auteur se désole que la monnaie gésellienne perde son caractère de réservoir de valeur et mette fin à la possibilité de choisir le moment d'un achat ainsi que d'épargner. Il ne veut donc pas savoir que les acheteurs vivent actuellement à crédit ; que la plupart, par le moyen des cartes d'achat, sont à découvert et privés d'acheter plutôt que libres de leur choix. Il ne sait peut-être pas que nous proposons un large secteur de gratuité des produits abondants et l'affectation automatique des biens d'usage tels qu'habitations, automobiles, mobilier sans qu'il soit néces-

saire d'épargner pour cela. La fonction "réservoir de valeur" n'était utile que dans une économie de rareté.

Enfin, si le lecteur s'est demandé pour quelle raison P. Pascallon nous a classés parmi les Geselliens, il doit maintenant, comme nous, avoir compris que, afin de faciliter sa démonstration, il utilise la technique de l'amalgame. Car s'il est vrai que beaucoup d'économistes et de commentateurs cités ne proposent pas de sortir du système capitaliste, il ne faut pas avoir lu beaucoup de nos ouvrages pour s'apercevoir que nos thèses en diffèrent radicalement. Peut-être P. Pascallon se satisfait-il du chômage, de la sous-consommation et de leur suite inévitable la guerre maintenant nucléaire, jusqu'à ce qu'il en soit lui-même victime. Sinon, il rechercherait peut-être, avec nous, et plus activement, les moyens de s'en éloigner. En attendant, il est indispensable qu'il s'informe un peu mieux sur nos propositions. Il y va de ses responsabilités d'enseignant. Heureusement que certains autres Professeurs, pas encore assez nombreux, ne nous ignorent plus.

Enfin, nous nous demanderons si, nous passer sous silence comme par le passé, ne valait après tout pas mieux, que donner à des milliers d'étudiants, volontairement ou involontairement, une idée erronée de l'économie distributive bloquant ainsi la curiosité dont ils auraient éventuellement pu faire preuve à son propos à l'avenir ?

AU TRAVAIL

Il est temps de faire passer les solutions abondancistes du niveau d'une prospective courageuse à celui, politique, du changement de société.

Auparavant un travail semble indispensable : la mise au point collective d'un **ouvrage de base actualisé et de grande classe**.

Pour cela un appel avait été lancé dans la Grande Relève d'avril 88 en pages 8 et 9 sous le titre "Socialiser l'abondance". Il est et sera renouvelé ; les travaux commenceront fin juin.

Ceux qui ont quelque compétence et bonne volonté sont invités à se joindre à ceux qui ont déjà répondu, en nous écrivant au plus tôt.

Rappel des principaux secteurs d'étude (détails dans l'article) : 1) Montée et dépérissement de l'économie capitaliste. 2) Critique de l'économie politique. 3) Histoire de la monnaie. 4) Options politiques actuelles. 5) Preuves de la mutation en cours. 6) Difficultés humaines devant les nouveautés. 7) Période de transition. 8) Monnaie de consommation. 9) Incidences internationales.

G.R.H.A.P.

PLAIDOYER POUR LA MONNAIE-CALORIE

par Guy OOSTENBROEK

Nos lecteurs connaissent peut-être déjà la proposition originale de G. Oostenbroek d'une monnaie basée sur l'énergie. Voici pour eux, en lui répondant dans ces colonnes, l'occasion d'en débattre.

Il faut voir dans mon projet la volonté de parvenir à des techniques économiques, monétaires, salariales et commerciales totalement différentes de celles existantes de nos jours.

Distributiste de longue date, je propose une dimension nouvelle de la monnaie, ayant pour base des données scientifiques. Cette monnaie prendrait en compte les **COÛTS RÉELS** de la fabrication de tous produits ou services et par là même, les coûts réels de la vie de tous les hommes. Evolutive et non révolutionnaire, cette monnaie serait à la consommation des biens ce que la plus haute technologie est à la fabrication des biens. Ce parallélisme infiniment plus précis que les méthodes traditionnelles d'évaluation des coûts, des allocations, des subventions, des intérêts etc... s'inscrirait dans une optique à la fois rationnelle et humaniste.

Rationnelle, car il n'est plus admissible que la monnaie subisse sans raison les turpitudes spéculatives et qu'elle ne revienne pas à son unique destination: Faire passer toute la production vers toute la consommation.

Humaniste car il n'est plus admissible que par le seul fait monétaire une partie de l'humanité soit privée de biens essentiels ou secondaires en face d'une pléthore de biens inventés ne permettant pas aux producteurs d'en vivre.

Sans mettre en cause les théories de l'économie distributive, il nous apparaît nécessaire de les compléter par une **véritable mesure de la valeur des biens et services**. Avant de formuler ce qui pourrait être une monnaie "capable" de sa destinée, il est indispensable, pour mieux l'imaginer, d'énumérer d'abord quelques erreurs dans ce domaine qui ont pris valeur de référence dans l'esprit et le raisonnement de nombreux contemporains. Ainsi l'on confond trop souvent économie et finance. En effet, l'économie est une science qui traite de la production, de la distribution et

de la consommation des biens, alors que la finance est l'ensemble des activités lucratives qui ont pour objet les monnaies sous quelque forme que ce soit. Dans notre procédé actuel d'achat et de vente, le passage production/consommation se fait par le truchement monétaire. C'est à cause du manque de pouvoir d'achat, des variations des valeurs des monnaies et des désordres qui en découlent que la production est à la fois freinée et stockée.

Employer le terme **ECONOMIE** pour parler de la **FINANCE** est tentant. Cela provient uniquement du cheminement monétaire. S'il y a **CRISE**, elle est financière, mais le terme est impropre car la crise est un changement brusque d'un état alors que le dérèglement financier est permanent et de moins en moins supportable. Pas plus que la biologie ou la géologie, l'économie ne saurait être en crise. Elle permet arbitrairement d'analyser des phénomènes selon les sensibilités idéologiques des économistes. En ce sens, elle ne saurait être scientifique.

On assure que la valeur d'un produit fini dépend des richesses naturelles, des coûts des manipulations humaines successives et des charges diverses. Mais la possession des richesses naturelles n'est-elle pas identique de nos jours à celles qui existaient à l'origine? Quelle différence y-a-t-il entre l'acte de pêche du premier homme et celui d'un marin-pêcheur contemporain? L'acte commercial et juridique représenté par une facture et qui prouve à la fois la valeur d'un bien et sa propriété, n'existe pas. Le poisson est donc gratuit, non payé; il en est de même pour toutes les richesses naturelles, **seule la main d'œuvre sous toutes ses formes valorise tous les produits finis**.

Puisque nous avons abordé le problème de la propriété, examinons son déroulement par un exemple. Un industriel souhaite développer son entreprise et emprunte pour cela à une banque de dépôts. Pour rem-

boursier le principal et le loyer de la somme prêtée, il prélèvera sur le prix de vente de ses produits un certain pourcentage qui lui permettra de verser sur son compte bancaire des sommes variables pour amortir et éteindre sa dette initiale. L'origine de ce remboursement est le fait de paiements individuels et multiples des consommateurs. On peut donc affirmer que cette nouvelle unité de production est la propriété collective des **consommateurs et non celle de l'industriel**. Dans le cas où celui-ci aurait assuré la réalisation de son projet par auto-financement, l'origine des fonds serait toujours la même, les fonds ayant été constitués avant, lors de ventes précédant l'opération.

Dans un ordre d'idées analogue, le salaire de chacun d'entre nous provient du salaire de tous les autres, chaque consommateur "rétribue" le coût de la vie des autres. Ainsi ce que l'on appelle le capitalisme est la forme la plus collectiviste qu'il soit, **financièrement** parlant. Il ne faudra donc pas s'étonner si les théories distributives remettent en question non pas des faits réels mais des appellations ou théories erronées. Il en sera de même lorsque nous proposerons une monnaie à base strictement scientifique qui n'aura pour objet que la seule possibilité de faire passer la production vers la consommation. "Les postulats de la science économique sont eux-mêmes à revoir à la lumière des faits économiques, sociaux et politiques nouveaux" (1).

Pour résumer, afin de mieux appréhender notre nouvelle conception monétaire, voici rappelés quelques points essentiels réels, mais cachés: A - La finance actuelle ne peut faire circuler suffisamment de monnaie pour absorber la production.

B - La production actuelle est considérable et pourrait s'écouler totalement si le "profit global" moteur du libéralisme ne diminuait pas en même temps que la production aug-

(1) Citation tirée du livre de l'UNESCO en 1976: Le monde en devenir).

mente.

C - Toutes les richesses naturelles sont gratuites, sur, sous et au-dessous de la terre et elles sont le patrimoine et l'héritage de toute l'humanité.

D - La propriété dite privée est MATHÉMATIQUEMENT la propriété COLLECTIVE de tous par le simple fait que le cheminement monétaire passe par tous NOS REVENUS, tous nos IMPÔTS COLLECTES, et cela à l'échelon mondial.

LA NOUVELLE MONNAIE

Depuis la crise pétrolière tous les pays industrialisés, gros consommateurs d'énergie, ont prôné de l'économiser... Moins consommer d'énergie devait diminuer les dépenses nationales et les coûts, permettant à nouveau d'exporter. C'est dire que subitement nos experts s'étaient aperçus de la valeur de l'énergie.

Lorsqu'un homme travaille, il dépense une certaine énergie chiffrée en calories par les biologistes. Chaque jour de sa vie, l'homme doit récupérer ses calories perdues, (de 2500 à 5000) il le fait grâce à son salaire qui lui permet, par l'achat de sa nourriture de reconstituer son organisme. Il en est de même de tous ses autres besoins. Habillement, logement, éducation, loisirs etc... Tous ces services réalisés par d'autres hommes ont fait l'objet d'une perte de calories récupérée de la même façon. C'est tout cet ensemble qui fait la valeur globale du coût de la vie, tel qu'il est répertorié par l'INSEE, incomplètement d'ailleurs par seulement 295 postes.

Supposons un salarié qui aurait dépensé dans une journée 3540 calories, il les retrouverait par exemple dans un kilo de pâtes (100 g = 354 cal.).

Pourquoi passer par une monnaie tierce (Franc, Yen, Dollar, Mark) alors que l'on a un dénominateur commun "LA CALORIE" qui mesure à la fois la dépense énergétique des hommes et son équivalence dans l'aliment récupérateur.

Je propose donc comme système mondial de règlement la MONNAIE CALORIE qui trouve son origine dans le "prix de revient" qui est le reflet exact de la valeur des choses.

Dans tous les secteurs de l'activité humaine l'application de ce principe servira à former une partie du revenu

de chacun. A ce coût strictement humain il faudra ajouter l'énergie dépensée pour la production énergétique (centrales) et celle consommée à chaque point d'utilisation et lieux de fabrication. Le coût énergétique final d'un produit sera la somme des calories dépensées depuis l'extraction jusqu'à la distribution unitaire au détail et par le travail humain. Toute cette comptabilité aidée grandement par les ordinateurs, dont certains paramètres existent déjà dans la technique économique actuelle, ne sera pas plus complexe que la décomposition des temps de travail du système Taylor, dont on pourra s'inspirer. Un homme recevra alors un salaire en fonction de ses besoins réels. Qu'en est-il aujourd'hui ? La calorie mesure tous les coûts des différents biens. (Qui peut aujourd'hui justifier avec exactitude le prix d'une

paire de chaussures ? ou d'un pavillon F3 ?) La calorie est invariable par définition, elle garantit dans le temps les remboursements éventuels et précis des achats importants. (L'exemple du Tiers monde dont les dettes montrent le côté négatif de notre technique financière actuelle est le meilleur).

Sans aller plus en avant dans les détails de cette monnaie-calorie, en demeurant pour le reste dans l'optique de l'économie distributive, j'ajouterai que les bases scientifiques de la calorie, température, poids et pression, la rende insensible à la spéculation. Cette nouvelle monnaie répond aux désirs anciens et présents exprimés par nos grands argentiers : la stabilité ; elle s'inscrit dans l'esprit d'une nouvelle économie mondiale.

MÊME ÉCHO EN ANGLETERRE ?

J'ai été contactée, il y a quelques mois, par le promoteur d'un mouvement anglais qui s'intitule "Resource Economics", ce qu'on peut traduire par l'économie des ressources et qui est basé sur une taxation unique, celle de l'énergie. Pour eux "toutes les ressources économiques et toutes les consommations économiques doivent être évaluées en énergie" (dont l'unité n'est pas la calorie mais le Joule, quelle que soit sa forme, y compris la chaleur. Mon correspondant, Farel BRADBURY, résume son point de vue par un slogan lapidaire : "toute la création de richesse est fonction de toute la consommation d'énergie". De plus, son propos se déclare égalitariste : "chacun partage, sans sélection, la prospérité nationale et chacun paie, sans exception, sa part" (de travail). F. Bradbury ajoute : "La relation entre énergie et monnaie est facile à établir parce que, de toute façon, la monnaie est une commidité arbitraire...

Tout ce que nous proposons est d'appliquer une évaluation sociale à l'énergie". Et il précise que sa proposition d'une économie des ressources commence en Europe et (ou) au Royaume-Uni par le simple remplacement de la T.V.A. par la taxe unique de 1,15 £ (livre anglaise) par gigajoule (un milliard de Joules) d'énergie fondamentale.

Ce mouvement, bien qu'il ait entrepris d'ajouter l'allocation universelle à ses propositions, diffère fondamentalement de nos aspirations, en ce sens que son objectif est... de donner du travail aux hommes : faire travailler les hommes afin d'économiser les ressources énergétiques de la nature ! Remonter l'histoire en quelque sorte. Dans une lettre récente, F. Bradbury me démontrait que la fabrication d'un meuble à la main coûtait beaucoup moins d'énergie qu'un meuble fabriqué en série, que ce dernier était forcément moins beau et moins solide, donc qu'il fallait plus vite le remplacer, d'où gâchis écologique.

Il y a déjà beaucoup à répondre à cela. Et ne pas oublier que l'économie à laquelle on pense n'est pas pour hier, mais pour l'ère qui s'ouvre : celle où l'informatique est au service de l'homme pour trouver le moyen de fabrication le plus économique, tant en matière qu'en énergie, et où le travail humain sera presque essentiellement celui de son cerveau. Comment calculer le prix, en joules par exemple, d'un logiciel, d'un système expert ou d'un moteur d'inférence ?

M.-L. D.

"Je vous remercie d'avoir fait paraître mon article et j'aimerais répondre au vôtre. J'ai dit à mon ami H et ceci concerne aussi D: vous êtes des incondtionnels du PS et vous êtes aussi des Socialistes de l'abondance, mais moi je ne suis qu'un incondtionnel de l'abondance pour qui la priorité des priorités est de donner à manger à ceux qui ont faim.

Dès le début, quand j'ai compris les théories de J. Duboin, j'ai pensé que la SFIO pouvait nous conduite à l'économie distributive et j'ai été trahi en 1936. En 1981, j'ai dit à mes amis socialistes : voter pour Mitterrand c'est faire reculer le socialisme de 50 années en arrière.

Vous pensez qu'une voix détournée du PS peut servir au FN. Je pense moi qu'un PS minoritaire, mais socialiste, vaut beaucoup mieux qu'un PS majoritaire mais conservateur, il n'y a qu'à voir les résultats de 1981-1986. Ou alors, peut-être que dans votre cerveau (et bravo, c'est digne de Machiavel) vous pensez qu'en votant socialiste le chômage augmentera davantage qu'avec la droite et ainsi provoquera de la part des nouveaux "misérables" une réaction, ce qui nous amènera plus rapidement à l'économie distributive.

Nous avons parlé à un certain moment d'auto-collants. Pourquoi pas justement "Distribuez l'abondance à ceux qui ont faim au lieu de payer des milliards pour la détruire". Je m'inscrirais personnellement pour 1000 auto-collants que j'irais porter à ATD Quart-Monde et Emmaus".

M.L. Bois-Colombes

RECTIFICATIF

Les lecteurs de la "réponse" de H. MULLER intitulée "L'efficacité de la socialisation" auront rétabli le puzzle créé involontairement par l'imprimeur à la page 14 du numéro de mai, l'encart inséré en seconde colonne étant à permuter avec le texte de même longueur terminant la première colonne de cette même page.

A compléter, seconde colonne de l'article page 13, 3^e alinéa : Sans conscience professionnelle, la technologie manque son but, pouvant être sabotée (etc...).

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS (AVRIL-DÉCEMBRE 1988)

ABONNEMENTS (6 mois = 55 F, 1 an = 100 F, à préciser)

Noms, prénoms, et adresses très lisibles

1)
 2)
 3)
 4)
 5)

Règlement par chèque (postal, bancaire) ou mandat à la Grande Relève

ENVOIS GRATUITS

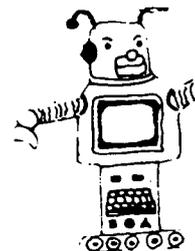
G.R. anciennes noms, prénoms, très lisibles

1)
 2)
 3)
 4)
 5)

ABONNEMENTS ENREGISTRÉS EN AVRIL :	
J.C. SERLET :	1
G. CAPEYRON :	1
R. SAVART :	2
A. PRIME :	3
RAIMBAULT :	1
TOTAL :	8



les mardi et jeudi
après-midi
16 (1) 30 71 58 04



Une brochure à faire lire Pour votre propagande L'ECONOMIE LIBEREE

par M.-L. DUBOIN

En vente par correspondance au journal, 22 F pièce, franco.

Résumant et actualisant nos thèses, 60 pages, de nombreux graphiques, et très faciles à lire. Un outil de travail simple, court, efficace, facile à utiliser.

Et pour votre réflexion personnelle :
à commander également à la Grande Relève

LES AFFRANCHIS
DE L'AN 2000
par M.-L. Duboin

Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative, l'économie distributive expliquée dans les détails.

85 F franco

KOU L'AHURI
LES YEUX
OUVERTS

par Jacques Duboin
Deux rééditions récentes :
toujours d'actualité.
65 F chacune, franco

CONVIVALITÉ

Pour répondre à la proposition de M. et Mme Watine-Boutry de Villeneuve d'Ascq, je suis prêt à être "correspondant" bénévole et "sans talent particulier" pour mon "coin" c'est-à-dire la Nièvre... mais peut-être y aura-t-il d'autres propositions en Nivernais ? A suivre donc...

A.L. (Donzy)

* *
*

Chômeur, je serais heureux que des amis de ma région, le Lot-et-Garonne, me contactent. Pour qu'avance notre projet !

J.G. (Fumel)

PRESENTATION GRAPHIQUE :

A.L. WITSCHGER

ON EMBAUCHE, PATRON ?

par Maurice LAURENT

● On embauche des fonctionnaires ?

— A la Sécu... 40.000 personnes sur 190.000 vont être licenciées. MOTIF : entrée de l'informatique à la Sécu.

— La poste canadienne (1), qui pour introduire le courrier électronique devait créer 30.000 emplois en 10 ans mais dans le même temps en supprimait 500.000.

● On embauche des employés ?

— Mike Cooley, responsable du syndicat britannique, a calculé que 3.900.000 emplois de bureau devaient disparaître dans les 10 ans.

Dans les Banques d'assurances françaises (Sécu comprise **mais c'est déjà fait**) 20 à 30 % de personnel excédentaire.

● On embauche dans l'industrie automobile ?

— Selon étude de Stanford Research Institute (mars 79) au congrès des syndicats des ouvriers de l'automobile (U.A.N.) 80 % des tâches manuelles seront automatisées d'ici l'an 2000, ce qui, à durée de travail constante, équivaldrait à la suppression de 20 millions d'emplois sur les 25 millions actuels.

● On embauche au Japon ?

Chez Datsun le montage journalier de 1.300 voitures ne requiert plus que 67 ouvriers (2). C'est très bien d'envoyer les jeunes dans les écoles pour se recycler ou apprendre un nouveau métier (3) mais il serait peut-être bon de nous dire :

veux, devant les résultats catastrophiques de leur gestion : toujours plus de destructions des richesses, toujours plus de chômage, comprendront-ils enfin que le remède est dans des solutions d'avenir et non plus d'essayer de faire tourner la terre à l'envers pour ramener la rareté.

Je me refuse à croire que parmi tous nos politiciens et tous nos économistes, pas un SEUL n'ait autant d'intelligence que :

— nos médecins qui ont fait plus de progrès en 40 ans qu'en 40 siècles,

— nos scientifiques qui en sont à la navette spatiale, la découverte de Mars et la Guerre des Etoiles.

— l'Europe de 1992 — si c'est comme le marché commun de la CEE,

CE SERA UN BEAU MERDIER !

DANS QUEL BOULOT ON EMBAUCHE PATRON ?

1992 L'ANNÉE MIRACLE ou LE GRAND RENDEZ-VOUS ?

Le miracle : un marché de 320 millions de consommateurs.

On va sûrement ouvrir les frontières de l'Est et les "damnés de la terre" de derrière le rideau de fer vont enfin pouvoir manger à leur faim après 43 années de marché noir (1945-1988).

Lajoinie pourrait en profiter pour leur dire :

"FAITES-VOUS ENTENDRE".

A l'Ouest, il y aura du nouveau pour ceux qui voudront se balader MAIS croyez-vous que les Allemands attendent l'ou-

verture des frontières pour acheter des voitures françaises

Que les Belges attendent pour acheter notre chocolat ?

Que les Hollandais attendent pour acheter notre fromage ?

Que les Italiens attendent pour nous acheter du vin ou des pâtes aux œufs frais ?

— On pourrait peut-être construire des avions et des fusées européennes, quelques dizaines de milliers d'emplois... pour les quelques dizaines de millions de chômeurs.

— Mieux, une voiture européenne pour concurrencer les japonaises - Chouette, 67 emplois nouveaux pour le montage comme chez Datsun.

Quand donc nos grands cer-

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

H. Escurpeyrat : 1000 F - J. Richer : 120 F - P. Botte : 460 F - P. Béné : 100 F - J. Simonet : 25 F - Julien : 50 F - G. Lechat : 70 F - A. Rousseau : 200 F - Mme Casanova : 160 F - J. Dufour : 80 F - Mme Buguet : 200 F - M. Laurent : 40 F - C. Monet : 100 F - J. Donadio : 50 F - Le Strat : 50 F - G. Chouillou : 80 F - Mme Olombel : 28 F - A. Villégier : 100 F - Mme Luce : 400 F - Mme Lahens : 300 F - D. Bloud : 25 F - Debierre : 10 F - Oostenbroek : 60 F - M. Oddou : 50 F - Mme Blaye : 60 F - Mlle Théric : 50 F - A. Pocard : 100 F - C. Chilard : 500 F - J. Save : 50 F - Réméniéras : 100 F.

TOTAL : 4 618 F
MERCI A TOUS

QUI A DIT ?

RÉPONSES

(1) Mitterrand, au congrès d'Epinaay, en 1971, juste après avoir pris sa carte du PS.

(2) Le même Mitterrand, à Figeac en septembre 1982.

(3) Mitterrand pendant la campagne électorale de 1981.

La Directrice propriétaire de la publication
M.-L. DUBOIN

Commission Paritaire : 57434
Diffusé par N.M.P.P.
Imprimerie GASCHET
284, bd Voltaire, 75011 Paris